

L'espérance dans la désespérance

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Je travaille depuis plus de 25 ans dans le secteur des maisons de repos et dirige depuis quatre ans une structure indépendante à l'esprit plutôt familial à Bruxelles-Ville.

Pour ces établissements, le déconfinement signifie avant tout le souhait de renouer avec la vie, les rencontres familiales, les échanges, la chaleur... à tout ce qui donne du sens.

Aujourd'hui, j'appréhende cette nouvelle étape avec espoir et un réel optimisme mais aussi, je l'avoue, avec l'angoisse de revivre ce cauchemar.

Tout ce qui touche à l'humain n'a jamais été à ce point fragilisé et remis en question ces dernières semaines. Alors que se déversaient dans les médias des chiffres, des courbes, des graphiques, des nombres d'hospitalisation ou de décès et que nous manquions de tout, nous n'avons jamais autant pu compter les uns sur les autres au sein de "notre silo" pour tenter d'améliorer le bien-être des résidents et de leurs familles.

Avec Gipsy, notre bichon maltais

Mars 2020: en tant que directrice, et alors que la distance sociale devient la norme, je décide de miser encore plus sur tout ce qui peut créer et maintenir du lien, de la convivialité, de la chaleur humaine en réorganisant cette nouvelle vie en société jusques et y compris dans la chambre de chacun des résidents...

Début avril: la situation s'aggrave. Avec mon mari, je décide d'élire domicile dans la résidence près de mes 90 résidents. Je me souviens de l'ascenseur rempli de nos bagages, draps de lit, coussins, ordinateurs, sans oublier Gipsy, notre bichon maltais mascotte des aînés. Nous nous attribuons la chambre 230. Vite se changer en habits de soignants, mettre les masques de fortune cousus par de bonnes âmes.

Dans les bagages, aussi, un matelas pour ma fille infirmière qui, comme nous, va passer 2, 3 ou 4 semaines en confinement dans la résidence!

Dehors, il fait beau et chaud.

Certificats médicaux sur WhatsApp

Nous manquons cruellement de personnel. Des certificats médicaux affluent sur mon WhatsApp. Panique à bord. Nous sommes en sous-effectif.

Parmi les absents, mes proches collaborateurs, malades eux aussi, probablement du Covid.

Le bateau tangué mais il tient bon: des 40 membres du personnel, 12 se portent volontaires pour vivre avec moi, mon mari et ma fille, nuit et jour, au sein de la résidence.

Ils deviennent "soignants - résidents" et héros.

Familles et amis bienveillants nous apportent les repas du soir ou autres douceurs; lettres, dessins, fleurs sont déposés sur la terrasse de la maison de repos. Nous sommes portés par ces

marques de soutien et de solidarité et ça fait du bien au moral.

Jamais, je n'aurais imaginé devoir vivre une crise pareille.

Je dois tenir pour éviter que le paquebot ne se transforme en *Titanic*.

Mais nous sommes tous unis et solidaires, surveillant et anticipant sans relâche, nuit et jour, l'état physique et moral de nos résidents, et ce, malgré les symptômes du virus qui nous rattrapent. Ma fille s'évanouit d'épuisement, mon mari souffre de terribles maux de tête et moi je perds l'odorat, le goût et l'appétit.

De l'oxygène auprès des clubs de plongée

Être au plus près de nos résidents

et partager leurs craintes et questionnements reste cependant notre préoccupation première.

Ceci n'est pas neuf, c'est la raison d'être de notre maison!

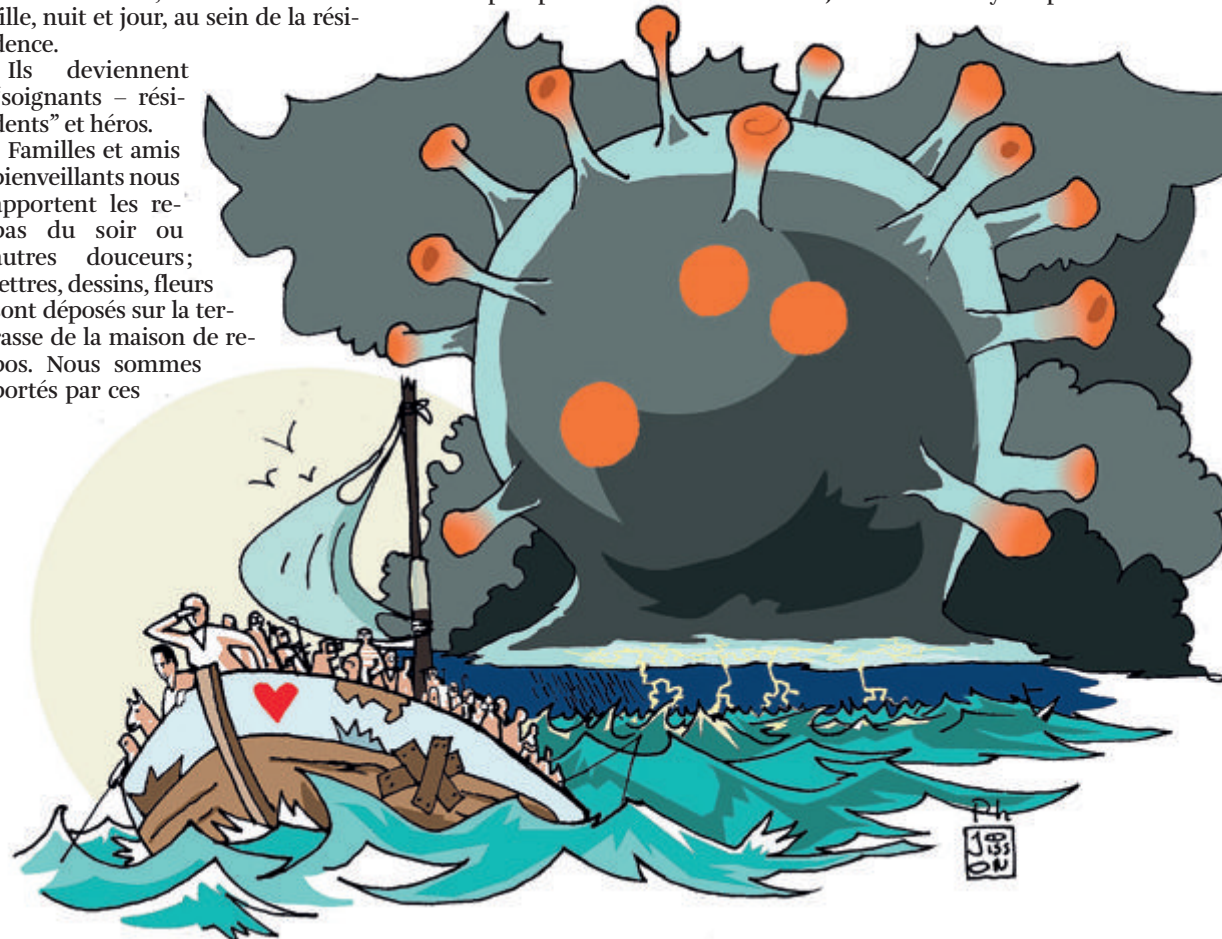
Sauf qu'il faut aussi que:

- Je m'adapte en permanence aux mesures sanitaires imposées par le gouvernement sans pour autant avoir le matériel pour les mettre en œuvre...

- Je sois à l'écoute de mon équipe d'infirmières, de soignants, de polyvalents et que je prenne le temps d'accueillir ces super bénévoles qui "osent" rentrer dans le silo.

- Je compose à chaque heure car oui il nous arrive tous de craquer par moments.

- Je rassure en ayant peur moi-



Opinion



DR

Dominique Fris

Directrice de la maison de repos
Stephenson Garden
à Bruxelles-ville

■ En avril, avec mon mari, ma fille et douze membres du personnel, nous avons élu domicile dans notre maison de repos, près des 90 résidents. Pour tenir, tous unis et solidaires, notre vaccin fut une dose incroyable de "vie".

même (avant tout pour mes résidents), trouve des solutions.

- Je pense aux familles pour qui ce confinement est terriblement dur et anxiogène.

Mon inquiétude sur l'impact que peut avoir ce virus est énorme.

Attendre les batteries de tests pour pouvoir s'organiser. Trouver les médecins pour les réaliser. Trouver des masques, du gel, des tabliers, contacter des clubs de plongée pour avoir de l'oxygène en urgence. Composer avec des étourdissements parmi nos infirmières, des absences soudaines du personnel. C'est le quotidien du Covid-19.

Seule, je ne suis rien. Épaulée, soutenue, encouragée par mon équipe, je choisis encore et toujours de privilégier la relation humaine et le lien à tout prix. Et ceci, malgré le risque, toujours présent, de se contaminer l'un l'autre.

Interdit? Permis? Autorisé?

Toutes les mesures nous invitent à faire respecter l'isolement. Pour le rompre, nous restons attentifs, à l'écoute, disponibles, prenant le temps d'organiser des WhatsApp avec les familles, des vidéos, d'accompagner les résidents faire une promenade au jardin, d'organiser une visite encadrée avec un proche... Ce sont des gestes simples mais qui sont, en ces temps de confinement, si guérisseurs et salvateurs.

À chaque fois nous nous interrogeons... Interdit? Permis? Autorisé? Qu'importe... C'est ce vac-

cin-là, cette "dose de vie-là" qui permet de garder le cap. Ce sont ces gestes d'humanité essentiels qui nous poussent à rester debout.

La force de la jeunesse, la fidélité des bénévoles et la mobilisation directe de ma famille, des équipes et des partenaires m'ont permis de soulever des montagnes, de limiter l'impact du Covid dans le silo et d'y maintenir une vie agréable.

Ces fameux tests du 16 avril confirment bien la présence du Covid-19 dans notre "Maison". Nous nous y attendons, nous y sommes préparés.

Certes, nous n'avons pas été épargnés, et je pleure avec les familles les cinq résidents qui nous ont quittés durant cette période (Covid? pas Covid?).

Mais nous pouvons être fiers d'avoir pu maintenir la quasi-totalité de nos aînés en santé.

Et les voir aujourd'hui reprendre des forces, retrouver le goût de la vie, chanter le printemps, revoir leurs proches, "re-vivre" me donne tant de joie et d'espoir qu'un jour peut-être je pourrai me dire que j'ai accompli une mission.

Ce jour n'est pas encore arrivé.

L'angoisse est en moi, et y restera tant que le virus rôdera!

Et plus que jamais cette expérience me confirme qu'il n'y a rien à gagner dans ce monde si ce n'est la conscience de la préciosité de la vie et de ce qui lui donne sens, et, le jour venu, celle d'un départ digne et bien accompagné.

Dehors, il fait beau et chaud!

→ (1) <https://stephensongarden.eu/fr/>

OPINION

Deniers européens pour travaux forcés en Érythrée

■ Une organisation qui défend les Érythréens exige que l'UE cesse son soutien à un projet de construction de route, car le gouvernement érythréen y recourt au travail forcé.



Benoit Lannoo

Consultant en communication et en relations internationales

diminué ces deux dernières années, et a même augmenté. Or, le projet européen contesté est censé "aider les Africains à se construire un avenir chez eux".

"Nous ne payons pas pour la main-d'œuvre dans ce projet, nous ne fournissons que les matériaux de construction", disent les responsables européens. Quel cynisme: tout le monde sait qu'il n'y a pas de main-d'œuvre libre dans la "Corée de l'Afrique", un pays tellement fermé que, mi-février par exemple, le cardinal éthiopien Berhaneyesus Demerew Souraphiel, muni de tous les visas nécessaires, a été détenu pendant une demi-journée à l'aéroport d'Asmara avant d'être renvoyé à Addis-Abeba sans la moindre explication. En revanche, les ambassadeurs européens circulent dans le pays, soigneusement escortés par les autorités érythréennes. Ceci n'empêche évidemment pas qu'ils mesurent parfaitement dans quelle oppression et quel désespoir vit la population érythréenne, dont tous les bienfaits de l'indépendance leur ont été volés par le régime dictatorial de l'homme fort à Asmara, Isaias Afwerki. Et la plupart d'entre eux n'ose même pas le dire, car qui parle en Érythrée risque de disparaître dans d'innombrables prisons, si pas pire.

Les Érythréens, qui ont lancé la Fondation pour la défense des droits des Érythréens qui assigne désormais l'Union en justice devant le tribunal du district d'Amsterdam, osent malgré toutes les menaces démontrer que l'appui européen à un tel projet entre en conflit avec le droit international. C'est pourquoi ils exigent l'arrêt du projet. Depuis l'annonce il y a quinze jours du début de ce litige, quelques parlementaires néerlandais veulent éventuellement se pencher sur le dossier et mettre la pression sur le gouvernement à La Haye. À Bruxelles aussi, la députée louverainiste Els Van Hoof (CD&V) a envoyé une question parlementaire au ministre des Affaires étrangères, Philippe Goffin (MR), pour en savoir plus sur la position belge. Les deniers européens dépensés en Érythrée proviennent en effet du "Khartoum-EU Emergency Trust Fund for Africa", dont on ne peut savoir clairement s'il ressort de la juridiction de la Commission européenne, du Conseil européen ou des États membres. Raison de plus pour laquelle il est urgent de savoir ce que fait la Belgique dans ce dossier.

En ces temps où le coronavirus nous contraint dans notre liberté de vivre comme nous l'entendons, nous risquons d'oublier que nous menons encore et toujours des politiques étrangères.

Un projet, qui prévoit la construction de routes entre l'Érythrée et l'Éthiopie voisine, a ainsi reçu 20 millions d'euros de la part de l'Union européenne en février 2019. En décembre dernier, 60 millions d'euros supplémentaires y ont été ajoutés, l'argent étant destiné aux entreprises érythréennes. Pour la construction de ces routes cependant, le régime érythréen fait appel à des travailleurs du service national érythréen. Cette forme de conscription a été décrite par l'Organisation des Nations unies (Onu) comme relevant de l'"esclavage" et de "crime contre l'humanité".

Il est en effet bon de rappeler, alors que l'Érythrée "fête" le jour national ce dimanche 24 mai, que depuis la fin de la guerre d'indépendance (de 1991 à 1993), les Érythréens n'ont jamais eu la liberté de vivre comme ils l'entendent.

Quand leur nouvelle patrie et l'Éthiopie d'Ahmed Abiy Ali (lauréat du prix Nobel de la paix 2020) avaient mis formellement fin à la guerre entre les deux pays en juillet 2018, beaucoup en Érythrée et dans la large diaspora érythréenne espéraient cependant que le système astreignant du service national disparaisse. Ce n'est toujours pas le cas. Le recrutement de force - il s'agit de réelles razzias - pour des écoles militaires de tous les garçons et filles juste avant la dernière année du bac, suivi d'un service illimité dans le temps sous les armes, dans l'administration ou dans des travaux publics, demeure inchangé. Dès lors, les Érythréens s'enfuient toujours massivement de leur pays natal; le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'Onu décomptait ainsi cinq mille réfugiés clandestins par mois avant le traité de paix. Aujourd'hui, tous les observateurs dans la région s'accordent pour dire que ce nombre n'a pas